



## Réunion de l'entente syndicale du 25 février 2019 à Paris

### 3<sup>ème</sup> phase : Intervention des politiques, Pétition et préparation du **MARDI 19 MARS**

L'Entente Syndicale qui fédère le SNP-FO Personnels de Surveillance, la CGT Pénitentiaire, la CFDT-INTERCO Justice, le SNEPAP-FSU, la CFTC-Syndicat Libre Justice et HORIZON Justice appelle à une 3<sup>ème</sup> phase qui impliquera nos politiques !

Tout d'abord, nous remercions tous les personnels qui se sont fortement mobilisés depuis le début de l'Entente Syndicale malgré la pression subie. En effet l'Administration a brandi le spectre de nouvelles sanctions pour éviter un nouveau Janvier 2018 !

**Aujourd'hui, force est de constater que le gouvernement actuel reste sourd aux revendications sociales et au mal-être des agents. D'ailleurs, le projet de réforme de la Fonction Publique, dénoncé en bloc par l'ensemble des organisations syndicales composant cette entente, ne fera qu'accroître ce malaise et ce MANQUE DE RECONNAISSANCE tant décriés sur le terrain. Nous allons « droit dans le MUR » avec cette nouvelle attaque de la Fonction Publique : Plus de précarité, moins de droit pour le personnel, moins de dialogue social... Rien de bien réjouissant pour le futur et le devenir du service public !**

De ce fait, malgré une très forte mobilisation, l'Entente Syndicale demande aux personnels et aux sections régionales de faire entendre leurs voix en saisissant les hommes politiques : maires, députés, sénateurs mais également la presse et les médias pour porter nos justes revendications :

- Accession à la **catégorie B** pour tous les personnels du Corps d'Encadrement et d'Application, avec le maintien de la surindiciation et le paiement des heures supplémentaires ;
- Fusion des grades de Surveillants avec celui de Brigadier dès le 6<sup>ème</sup> échelon, et du grade de Premier Surveillant/Major ;
- Création d'une **3<sup>ème</sup> voie de recrutement**, avec la prise en compte du parcours professionnel antérieur ;
- Passage d'une bonification au **1/4<sup>ème</sup>** en lieu et place du 1/5<sup>ème</sup>, sans plafonnement de temps ;
- **Abolition du projet du plan de requalification de la chaîne de commandement ;**
- Accession à la **catégorie A** pour tous les personnels du Corps de Commandement ;
- **Fusion des grades de Lieutenant/Capitaine ;**
- Augmentation de l'**Indemnité pour Charges Pénitentiaires**, à la hauteur de 300€ bruts mensuel, incluse dans le calcul de la pension civile ;
- Augmentation de la **Prime de Sujétion Spéciale** de 2% sur deux ans, **afin d'arriver à 30% au 1er janvier 2021** (accélération du processus engagé en 2018) pour l'ensemble de tous les corps de l'Administration Pénitentiaire ;

**Une pétition, qui sera jointe à ce communiqué, est à faire signer par le plus grand nombre afin de montrer à nos dirigeants que les revendications portées ci-dessus sont légitimées par les personnels de terrain.**

**Préparation du mardi 19 mars pour une mobilisation sans précédent !**

L'Entente Syndicale dénonce une fois de plus la triple Alliance UFAP-DAP-Ministère, qui ne pense qu'à satisfaire ses intérêts personnels en jouant la montre, au détriment des agents privés d'une significative et légitime avancée statutaire et indemnitaire.

Paris, le 1<sup>er</sup> mars 2019.